

Oui à une adhésion à l'UE mais pas à n'importe quel prix

**Position des Verts sur la politique européenne :
document de travail**

IMPRESSUM

Les Verts suisses
Waisenhausplatz 21
3011 Berne
Tel 031-312 66 60
Fax 031-312 66 62
www.verts.ch
verts@verts.ch
PC 80-26747-3

POSITION DES VERTS SUR LA POLITIQUE EUROPEENNE

1	OUI VERT A L'EUROPE : SIX RAISONS POUR L'ADHESION A L'UE	4
1.1	Une UE forte et unie pour une globalisation plus équitable	4
1.2	La collaboration européenne est nécessaire	4
1.3	Participer plutôt que se ranger aux décisions	5
1.4	La Suisse a quelque chose à apporter l'UE	5
1.5	La Suisse, au centre de l'Europe	5
1.6	Un paquet global au lieu de la tactique du salami	6
2	OUI VERT A L'EUROPE : CINQ RAISONS CONTRE LA VOIE DES BILATERALES	6
3	OUI VERT A L'UE, MAIS PAS A N'IMPORTE QUEL PRIX	7
4	OUI VERT A L'EUROPE : ENGAGEMENT POUR UNE UE VERTE	8
4.1	La démocratisation des structures et le renforcement du principe de subsidiarité	9
4.2	Le renforcement de l'UE écologique	9
4.3	Le renforcement de l'UE sociale	10
4.4	Le renforcement du rôle positif de l'UE dans le monde	10
4.5	Une Constitution pour l'Union européenne	11

1 OUI VERT A L'EUROPE : SIX RAISONS POUR L'ADHESION A L'UE

Du rapport sur l'Europe, il ressort clairement ce que le Conseil fédéral entend par politique en matière d'Union européenne : c'est uniquement un moyen de protéger les intérêts de la Suisse. Les intérêts économiques sont bien entendu en tout premier plan, comme le démontrent les accords bilatéraux conclus jusqu'à aujourd'hui. Pour les Verts, la relation de la Suisse avec les autres Etats européens ne se limite pas seulement à la politique économique et à la sauvegarde d'intérêts. Elle signifie bien plus la volonté de participer à la construction de l'UE et d'y apporter notre vision de ce qu'elle devrait être et du rôle qu'elle devrait jouer au niveau mondial.

L'Union européenne a quelques mérites majeurs à son actif : 60 ans de paix entre les Etats membres, ce n'est pas rien. Unifier l'Europe et empêcher de nouvelles guerres sont deux contributions inestimables de l'UE qui suffisent largement à justifier son existence. Son engagement en matière de politique dite de voisinage avec les pays de l'ancien bloc de l'Est a contribué à la stabilisation dans cette région. Grâce à une politique de médiation et un soutien financier conséquent les pays des Balkans commencent à émerger économiquement. Cette politique garantit également à long terme la prospérité de la Suisse.

Depuis 1998, les Verts suisses s'engagent en faveur de l'adhésion de la Suisse à l'Union européenne. Ce choix s'appuie sur les réflexions suivantes :

1.1 Une UE forte et unie pour une mondialisation plus équitable

La globalisation économique est au centre de la politique internationale. Une majorité des institutions internationales, tout particulièrement l'organisation mondiale du commerce OMC, ont un lien très étroit avec les multinationales et représentent généralement leurs intérêts. De l'avis des Verts, la tâche de l'UE devrait consister à contrecarrer ce cours néolibéral en faisant entendre les revendications sociales et écologiques, domaines pour lesquels elle peut se référer à ses propres expériences. Elle y travaille déjà, quoiqu'un peu trop timidement. Une UE forte et unie est indispensable pour faire contrepoids aux Etats-Unis.

En matière de politique de sécurité, les Etats-Unis, LA puissance militaire impérialiste, donnent également le ton. L'hégémonie sur les ressources naturelles est la cause de la plupart des conflits armés dans lesquels ils se sont engagés ces dernières années. Une UE forte et unie dans le contexte mondial est là aussi importante. Elle pourrait s'engager plus énergiquement pour garantir le respect des droits humains, des règles et des institutions internationales. La crédibilité de l'UE en la matière est grande : après des centaines d'année de guerres et de colonialisme, la paix règne au sein de l'UE.

En adhérant à l'UE, la Suisse peut contribuer à renforcer la position de l'Europe dans le monde et son engagement pour la justice sociale et un environnement préservé.

1.2 La collaboration européenne est nécessaire

Un Etat peut de moins en moins résoudre seul les problèmes écologiques, économiques et sociaux auxquels il est confronté. La mondialisation de l'économie et l'augmentation de la migration renforcent cette tendance. Tout particulièrement dans le domaine environnemental et social, l'isolement de la Suisse ne lui permet pas d'élaborer des solutions globales avec les autres Etats européens.

Mener une politique efficace implique notamment de traiter les problèmes au bon niveau. Des difficultés entre Etats doivent être résolues entre les pays concernés. L'adhésion de la Suisse permettrait de collaborer avec l'UE dans tous les domaines. Pas uniquement pour la sauvegarde des intérêts économiques, mais aussi pour diminuer, dans notre pays également, la pression que la concurrence exerce sur des domaines sensibles tels que l'environnement, les droits humains et la politique sociale.

1.3 Participer plutôt que se ranger aux décisions

L'Union européenne est aujourd'hui l'institution internationale dominante en Europe. L'élargissement de l'UE et l'union monétaire a encore renforcé cette réalité.

Cet état de fait a aussi une grande influence sur la Suisse. Elle ne peut pas se dérober, sa marge de manœuvre pour mener une politique clairement différente de celle de l'UE est toujours plus restreinte. Le cas de figure le plus courant est aujourd'hui l'application autonome. La Suisse prend docilement les devants et à chaque révision de loi, présente le pendant européen au Parlement qui souvent l'adopte sans modification. Chaque nouvelle loi est examinée sous l'angle de sa compatibilité au droit européen. Le danger que la souveraineté et la démocratie soient vidées de leur sens existe bel et bien étant donné qu'il est impossible de prendre influence sur les décisions européennes alors que nous calquons toujours plus notre législation sur celle de l'UE.

Il est important que la Suisse puisse participer aux décisions qui la touchent également. Elle doit pouvoir prendre influence sur les développements qui la concernent. Pour ce faire, elle doit être membre à part entière de l'UE.

1.4 La Suisse a quelque chose à apporter l'UE

Le fédéralisme, la démocratie et la pratique du consensus sont des valeurs fortement ancrées dans notre tradition. Certes, la Suisse ne trouve pas toujours les solutions les meilleures et les plus efficaces par rapport à d'autres pays, mais la population est largement associée aux décisions politiques.

De plus, la Suisse dispose d'une longue expérience en matière de fédéralisme, de subsidiarité et de cohabitation de plusieurs langues et cultures. La Suisse se doit de faire profiter l'UE de cette large expérience et de s'engager ainsi pour la décentralisation et la démocratisation.

Les Suissesses et les Suisses ont, en comparaison à la moyenne des Etats européens, une conscience écologique et sociale élevée. La Suisse, avec le soutien des Etats scandinaves, peut s'engager au sein de l'UE pour renforcer la prise de conscience dans ces domaines.

1.5 La Suisse, au centre de l'Europe

L'UE, en tant qu'entité politique et géographique, est bien réelle. Deux guerres mondiales et le conflit armé en Yougoslavie ont clairement démontré combien une collaboration durable entre les Etats européens était importante pour empêcher la résurgence d'antagonismes nationaux. Une paix durable en Europe exige une intégration politique de tous les pays. Les conditions à réunir pour y parvenir sont l'application des principes de l'Etat de droit, la mise en place de structures démocratiques, la collaboration économique, l'intégration culturelle et la solidarité sociale.

La Confédération helvétique se situe géographiquement au centre de l'Europe. Il est par conséquent inconcevable de vouloir se tenir à l'écart. En plus de cette situation « physique »

particulière, il existe de nombreux liens historiques, économiques et culturels entre les Etats européens et notre pays. Au lieu de persister à faire cavalier seul, la Suisse peut et doit participer au projet commun européen. Cela comprend aussi les domaines qui, au premier abord, ne sont pas avantageux pour notre pays. N'oublions pas que la Suisse profite aussi de la prospérité et de la paix qui règne sur le continent.

1.6 Un paquet global au lieu de la tactique du salami

Une procédure d'adhésion à l'UE aura pour avantage d'être claire : tous les dossiers devront être mis simultanément sur la table et une vue d'ensemble permettra de faire une analyse complète en toute connaissance de cause. C'est aussi valable pour l'Union monétaire européenne et l'Euro. Notre pays ne doit pas rester une place financière isolée en cas d'adhésion.

Plus le nombre de domaines de négociations est retreint, plus le risque de voir saigner à blanc un secteur afin de privilégier un autre augmente. Dans le cas des bilatérales, c'est en l'occurrence notre agriculture qui paye le prix fort. Lors de négociations d'adhésion détaillées, il est possible de mieux pondérer les avantages et les désavantages. La marge de manœuvre est sensiblement plus élevée. De plus, la procédure est plus ouverte et transparente car la population ne doit pas se prononcer sur des objets isolés sans pouvoir appréhender les liens de cause à effet dans le paquet global.

2 OUI VERT A L'EUROPE : CINQ RAISONS CONTRE LA VOIE DES BILATERALES

Les bilatérales ont fait leur temps ! Ce constat, les Verts l'ont fait depuis bien longtemps. Elles servent avant tout la consolidation des intérêts d'une minorité de personnes en matière de politique économique extérieure comme dans le cas du secret bancaire.

Le bilatéralisme est inefficace et d'issue incertaine. Les multiples votations populaires dans le cadre des bilatérales II mettent en exergue la fragilité du concept : à chaque fois, le principe des accords peut être remis en question. Un seul non sortant des urnes peut suffire à menacer tous les acquis des bilatérales, même si les accords ne sont pas tous soumis à la « clause guillotine » par l'Union européenne.

La contribution de la Suisse à la sécurité et à la stabilité au sein de l'UE (milliard de cohésion), sur laquelle nous nous prononcerons prochainement, est un sujet particulièrement difficile et sensible. La population ne perçoit pas les avantages que peuvent lui apporter les bilatérales. Ses craintes concernant le dumping sur les prix et la concurrence de l'UE sont grandes, notamment dans le milieu rural. Alors pourquoi devraient-ils justement accorder un milliard de francs à des pays dont la main d'oeuvre est si bon marché ? Seule l'économie tire avantage de la voie bilatérale. Le prix à payer est supporté par la population. Et celui-ci est en constante augmentation !

En outre, le bilatéralisme est laborieux et fait perdre une énergie et un temps considérable. 15 ans seront probablement nécessaires entre le refus de la population suisse d'adhérer à l'EEE, en 1992, et la ratification des Bilatérales II. L'adaptation permanente des accords aux modifications survenant au sein de l'UE implique des négociations incessantes. D'autres négociations importantes sont repoussées aux calendes grecques par manque de capacités.

Dans de nombreux domaines, pour lesquels il n'existe pas d'accords bilatéraux, la Suisse est isolée ou reste sur la touche. Par exemple en matière de protection du climat ou en ce qui concerne certains acquis sociaux de l'UE qu'il vaut la peine de souligner : allocations familiales, assurance perte de gains en cas de maladie et politique d'égalité. En outre, notre pays n'a pas la possibilité de participer au processus législatif européen mais doit de plus en plus souvent adapter ses lois aux normes européennes. C'est l'application autonome. Dans ce cas, notre pays n'obtient aucune contrepartie de l'UE. Ainsi, si la Suisse reconnaissait les marques déposées de l'UE (Cassis-de-Dijon), les Etats de l'UE ne seraient pas contraints d'en faire de même pour les marques suisses.

3 OUI VERT A L'UE, MAIS PAS A N'IMPORTE QUEL PRIX

Une adhésion de la Suisse à l'UE est aussi liée à certaines difficultés et désavantages. Dans notre pays, certains domaines sont connus pour être sensibles et d'autres sont de loin plus progressistes qu'en UE. Nous ne voulons pas non plus sacrifier sur l'autel de l'adhésion les acquis de notre démocratie directe, bien au contraire. Il s'agira de les préserver de façon contraignante même au sein de l'UE. C'est dans cet esprit que les Verts demandent qu'une adhésion à l'UE soient soumises aux modalités suivantes :

1. Les droits populaires en Suisse ne doivent pas être restreints par une adhésion. Formellement, l'adhésion ne nécessitera aucune adaptation des structures fédérales, des institutions et des droits populaires. Les instruments démocratiques pourront également être conservés dans leur forme actuelle. Leur utilisation sera par contre restreinte dans les domaines dont la compétence passera du niveau national au niveau européen. La plupart des actes législatifs édictés par l'UE laisse aux pays membres une marge de manœuvre leur permettant de faire usage de leurs instruments de démocratie directe. Pourtant, lancer un référendum contre un acte juridique contraignant de l'UE pourrait poser problème. Afin de compenser cet affaiblissement de la démocratie directe, il conviendra d'introduire de nouveaux droits populaires au niveau de l'UE tels que la motion, le référendum et le référendum constructif.
2. Le maintien de la neutralité suisse doit être garanti au sein de l'UE. Notre politique de sécurité doit rester autonome et se baser sur la promotion de la paix, la démilitarisation, la prévention et les interventions non militaires. La participation de la Suisse à la politique de défense de l'UE ou à des conflits armés et des actions militaires n'entre pas en ligne de compte pour les Verts suisses
3. La position de l'UE en matière de transports se durcit fortement, malheureusement pas en faveur d'une politique écologique des transports. Le transfert modal sur le rail n'est plus une priorité et la construction de routes est largement favorisée. Introduire la RPLP en UE n'aurait pas été possible. Après l'adhésion de l'Autriche, la première mesure de l'UE a été de dénoncer le contrat visant à limiter le transit de camions par le Brenner. Cela ne doit pas se passer en Suisse ! Les acquis démocratiques tels que la RPLP et l'Initiative des Alpes doivent être maintenus en cas d'adhésion.
4. La politique agricole commune est une composante centrale de l'UE. A notre avis, ce secteur exsangue a plus à gagner d'une adhésion que d'un accord de libre-échange sectoriel. C'est choisir le moindre mal car grâce à une adhésion, les prix et les coûts baisseront dans tous les secteurs. Afin que la pression sur les prix reste dans une limite supportable pour les agriculteurs et les produits alimentaires, la Suisse doit négocier une phase de transition aussi longue que possible et dès aujourd'hui mettre l'accent sur une production biologique et exempte d'OGM. Car dans ce domaine aussi, la Suisse peut négocier des exceptions. L'Autriche, exemple en matière de production biologique, a ouvert la voie en la matière. Une certaine autonomie agricole équivalente à notre système des paiements directs et à son financement doit également être conservée.
5. Autoriser l'utilisation de plantes manipulées génétiquement au sein de l'UE est de la compétence de Bruxelles. Le tribunal européen a notamment fait passer à la trappe l'interdiction de cultiver des semences génétiquement modifiées en Autriche (Oberösterreich). En étant membre de l'UE, il serait difficile pour le peuple suisse de se prononcer quant à un nouveau moratoire sur l'utilisation d'OGM. C'est pour cette raison que la Suisse doit tout mettre en œuvre pour, dans ce domaine, obtenir des accords d'exception contraignants lors de négociations d'adhésion déjà. La décision démocratique (Initiative Sans OGM) en la matière doit être clairement maintenue. Une Suisse exempte d'OGM doit aussi être possible au sein de l'UE.

6. L'UE considère le sol comme un bien tout à fait ordinaire dont le commerce doit pouvoir se faire sans tenir compte des frontières et sans restriction. L'évasion fiscale et le blanchiment d'argent font pression sur le marché immobilier et, particulièrement dans les régions touristiques, font flamber les prix. La population indigène est alors confrontée à des loyers et des terrains financièrement hors de portée. La Lex Koller, démocratiquement acceptée et contre-projet à une initiative populaire, doit également être maintenue.
7. En cas d'adhésion, la taxe sur la valeur ajoutée passerait de 7,6 à 15%. Cette augmentation massive imposée par l'UE devra impérativement être compensée afin d'éviter que les bas et les moyen revenus ne soient pénalisés. Un mécanisme de rétrocession par le biais de l'assurance maladie obligatoire est un moyen de compensation privilégié par les Verts. L'augmentation du taux de la TVA devrait être échelonnée sur une période transitoire conséquente.
8. Le rapport sur l'Europe indique que le coût d'une adhésion s'élèverait à environ 3.4 milliards de francs par année. Sur la base du principe de la péréquation financière, les membres riches de l'UE payent solidairement un tribut aux pays pauvres. De toute façon, il est plus logique de dépenser 3.4 milliards de francs pour la collaboration avec l'UE que d'engloutir 4 milliards par an dans l'armée. Ce montant est un investissement que nous recouvrerons par le biais de la politique agricole, de la politique régionale et, à long terme, de la croissance économique. Le financement de ces coûts doit être budgétisé de telle manière à ce qu'il soit supporté par les plus grands bénéficiaires de l'adhésion.

Dans un avenir proche, la population suisse doit pouvoir se prononcer en connaissance de cause sur l'adhésion de notre pays à l'UE. Dans cette optique, des négociations d'adhésion doivent être entamées le plus rapidement possible. De l'avis des Verts suisses, les domaines précités nécessitent une attention toute particulière et faire l'objet d'accords contraignants pour les protéger. C'est pourquoi, la Suisse doit amorcer ces négociations en ayant défini un catalogue précis de revendications et de garde-fous. Dès aujourd'hui, des débats ouverts et transparents quant aux conséquences d'une adhésion doivent être menés impérativement. Cela permettra aux Suissesses et aux Suisses de se forger une opinion sans pression du temps et de faire contrepoids aux discours populistes. Accepter des négociations d'adhésion ce n'est pas acheter un chat dans un sac. C'est enfin faire un pas concret vers l'UE et offrir au peuple suisse un véritable choix.

4 OUI VERT A L'EUROPE : ENGAGEMENT POUR UNE UE VERTE

Les Verts suisses souhaitent que la Suisse adhère à l'UE sans pour autant verser dans l'idéalisme. L'UE a naturellement ses forces, ses faiblesses et doit, sans aucun doute, s'améliorer en de nombreux domaines. Ses structures sont, par exemple, trop peu démocratiques et souvent paralysées par une bureaucratie très lourde, la politique est sous la coupe des intérêts économiques et, comme auparavant, trop peu d'importance est accordée aux revendications écologiques et sociales.

De nombreux points d'achoppement sont connus et justifiés. C'est précisément pour cette raison que les Verts tentent, dans toute l'Europe, d'influencer la politique menée par leur Etat et l'UE afin de lui faire prendre un cours plus écologique, social et démocratique. La vision du parti vert européen (European Green Party EGP) pour une Europe verte doit être adoptée lors du deuxième congrès du parti qui se déroulera en automne 2006 à Genève. Les Verts suisses, en tant que membre fondateur de l'EGP, se sont engagés à participer à la construction de cet édifice vert européen. De l'avis des Verts suisses, les réformes suivantes devraient être menées au sein de l'UE:

4.1 La démocratisation des structures et le renforcement du principe de subsidiarité

La participation démocratique est une valeur essentielle pour les Verts. La population européenne partage cet avis. De faibles droits démocratiques et le manque de transparence dans les processus décisionnels au sein de l'UE font partie des points soumis à la plus forte critique. La démocratie suisse serait fortement touchée par une adhésion à l'UE. C'est pourquoi nous devons tout mettre en œuvre pour démocratiser le niveau européen. Les Verts européens et les Verts suisses proposent les réformes suivantes :

- Introduction du droit référendaire et d'initiative législative au niveau de l'UE qui permettra une meilleure participation de la population aux décisions politiques ;
- Plusieurs niveaux de démocratie cohabitent au sein de l'UE: l'UE elle-même, les Etats membres, les régions, les villes, les communes. La subsidiarité, c'est-à-dire des décisions soutenues aussi largement que possible au niveau le plus bas possible, est une valeur fondamentale à la fois des Verts et de l'UE. Mais cela ne doit pas conduire à une renationalisation rampante. L'UE doit définir des conditions cadres communes pour la politique extérieure, la politique fiscale et la politique sociale également ;
- Réforme des structures de l'Union. La Commission européenne, nommée hors processus démocratique, a bien trop de pouvoir, le Parlement pas assez. Les Verts proposent un système composé de deux chambres, le Parlement européen et le Conseil législatif, l'ex Conseil des ministres. Les deux chambres se prononcent ensemble, à la majorité qualifiée, sur les lois. Le Parlement européen soit de plus obtenir le droit d'initiative.
- La Cour de justice européenne devrait obtenir le statut de Cour constitutionnelle européenne. Tous les membres de la Cour de justice devraient être confirmés dans leur fonction par le Parlement ;
- Possibilité de déposer des listes transeuropéennes pour l'élection du Parlement européen afin d'encourager l'intégration politique. Les partis européens doivent en outre avoir la possibilité de présenter une candidature à la présidence de la Commission ;
- Octroi aux organisations non gouvernementales d'un statut d'organes consultatifs auprès des institutions de l'UE actives dans des domaines similaires ;

4.2 Le renforcement de l'UE écologique

L'amélioration de la protection de l'environnement doit être une des tâches primordiales de l'UE. Les attentes de la population sont particulièrement élevées dans ce domaine. La consommation mondiale de matières premières est aujourd'hui déjà de 20% supérieure à ce qui est durablement soutenable. La consommation de l'UE est deux fois plus élevée que la moyenne globale. Simultanément, la politique environnementale perd du terrain au sein de l'UE. Les revendications économiques sont actuellement prioritaires. Un revirement de tendance est urgent. Le Parti vert européen demande :

- l'application immédiate du principe du pollueur-payeur, du principe de précaution et de la vérité des coûts. Pour ce faire, une application rigoureuse des lois environnementales et des normes communes est nécessaire dans toute l'UE ;
- l'intégration des principes de la protection de l'environnement à tous les domaines politiques ; agriculture, pêche, politique des transports, mais aussi politique des finances et fiscalité ou encore fonds d'infrastructure ;
- l'introduction d'une réforme fiscale écologique au niveau de l'UE afin de freiner la consommation de matières premières. Simultanément, allègement de l'imposition du travail ;
- la suppression des subventions qui nuisent à l'environnement, par exemple dans l'agriculture ou le fonds de cohésion.
- réforme de fond de la politique énergétique de l'UE et dissolution d'Euratom. L'objectif premier de la politique énergétique de l'UE devrait être la promotion des énergies renouvelables. Priorité devrait être faite à la protection du climat.

4.3 Le renforcement de l'UE sociale

La majorité des Européennes et Européens sont très attachés à la tradition sociale de l'Europe. La justice sociale, l'égalité, les droits des travailleuses et travailleurs, la politique de santé et la protection des consommateurs sont des valeurs importantes mises fortement sous pression par une forte concurrence internationale. Toujours plus d'Européens sont sceptiques quant aux « bienfaits » de l'UE car ils ne comprennent pas pourquoi les Etats membres se concurrencent au lieu de se coordonner. Les Verts demandent une coordination européenne dans le domaine de la politique sociale également.

Les valeurs sociales peuvent être très différentes d'un pays à l'autre, même au sein de l'UE. C'est pourquoi il ne sera pas possible de mettre sur pied un système social tenant compte et répondant à toutes les revendications. De l'avis des Verts, le rôle de l'UE devrait donc se limiter aux mesures suivantes :

- Fixer un taux minimal pour l'imposition sur le capital, pour l'imposition individuelle et pour les taxes environnementales. Cela permettra de freiner la concurrence fiscale et de garantir à tous les Etats une base financière suffisante à une politique sociale équilibrée ;
- Encourager les Etats membres à fixer un revenu minimal équitable ;
- Collaborer avec les syndicats pour l'élaboration d'un accord européen permettant de garantir des bonnes conditions de travail, la formation continue et des salaires minimaux. Toutes les entreprises doivent obligatoirement y être soumises et la Commission doit assumer la compétence de sa mise en œuvre ;
- Renforcer les lois européennes contre la discrimination. Une attention particulière doit être portée à l'égalité des genres, à l'intégration et à l'égalité des droits des minorités (origine, religion, etc.), aux personnes homosexuelles et aux personnes handicapées.

4.4 Le renforcement du rôle positif de l'UE dans le monde

Les Verts européens demandent le renforcement des compétences de l'UE en matière de politique extérieure. Les institutions et bases légales existantes sont trop faibles pour permettre à l'UE de jouer un rôle cohérent et efficace dans le reste du monde. Bien trop souvent, les Etats membres agissent de leur propre chef, sans coordination. Mener une politique extérieure européenne adaptée et efficace est urgent. Les domaines suivants sont particulièrement importants :

L'UE est l'acteur économique le plus important de la planète. Elle a donc une responsabilité particulière en matière d'économie internationale. Les Verts européens demandent à l'EU de s'engager fermement contre les aspects négatifs de la mondialisation. Les humains et l'environnement ne doivent pas payer le prix fort pour le libre échange. La politique économique extérieure européenne doit par conséquent défendre le développement durable et soutenable plutôt que des intérêts économiques à court terme. Cet objectif ne peut être atteint que si les bases institutionnelles nécessaires existent au niveau international.

L'UE profite énormément de son statut d'entité économique la plus grande du monde grâce aux pays en voie de développement qui jouent à la fois le rôle de marchés d'écoulement et celui de fournisseurs de matières premières. Le prix de consolation pour cette exploitation et ce dépouillement est une aide au développement plutôt médiocre. Les Verts européens demandent un renversement de tendance : le droit à un développement économique autonome et protégé doit être garanti aux pays en voie de développement. Au lieu de forcer ces pays à libéraliser leur marché, l'UE doit introduire au niveau européen un instrument similaire à la *taxe Tobin* et s'engager pour son application mondiale. De plus, elle doit augmenter le montant total de son aide au développement à 0.7% de son PNB sans prendre en compte les dépenses pour les engagements

militaires à l'étranger, les mesures (de contrainte) spécifiques aux flux migratoires, ou toute autre mesure similaire. Il est donc nécessaire de définir précisément les critères de calcul des dépenses.

Pouvoir bénéficier d'une meilleure existence est un espoir qui se mondialise également, à l'instar des flux de marchandises et d'argent. Jamais, dans toute l'histoire de l'humanité, autant de personnes ont tenté de se reconstruire une vie plus belle dans un autre pays, parfois très éloigné du leur. Jamais, non plus, les centres économiques n'ont autant misé sur la mobilité pour couvrir leur besoins en forces de travail flexibles (effets d'attraction). Pourtant, les humains vivant en paix et heureux chez eux, ne sont pas contraints ou tentés de chercher leur bonheur ailleurs ! Les Verts européens demandent par conséquent que l'UE s'engage plus efficacement dans la lutte contre la pauvreté et pour l'essor des structures démocratiques dans le monde entier. La politique extérieure et la politique d'aide au développement européenne doivent jouer un rôle prépondérant dans la prévention de la migration causée par la pauvreté. L'UE devrait en outre favoriser le retour (migration circulaire) des migrants chez eux afin que leur pays puisse bénéficier de leurs compétences et, le cas échéant, de leur argent. Les Verts demandent aussi une politique européenne migratoire et de l'asile qui permette de diminuer la pression sur les frontières extérieures de l'UE et qui protège les droits fondamentaux des réfugiés. Une révision de l'accord de Dublin, impliquant fortement le Parlement européen, est urgente.

La politique extérieure doit principalement miser sur le multilatéralisme et avoir pour instrument les valeurs essentielles que sont la diplomatie, la culture du dialogue, le commerce équitable, l'aide au développement et la promotion du droit international. Afin de mener une politique extérieure efficace, les Verts européens estiment nécessaire de pratiquer les réformes suivantes :

- L'UE doit obtenir un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU ;
- En matière de politique extérieure, les décisions du conseil des ministres doivent être prises à la majorité simple et le droit de veto doit être supprimé ;
- Créer un ministère des affaires étrangères de l'Europe qui devra rendre des comptes au Parlement européen et dont la fonction doit être ancrée dans la Constitution. Ce ministère doit représenter la position de l'UE au Conseil de sécurité de l'ONU ;
- Lors de conflits entre nations étrangères, l'UE doit miser sur la prévention de la violence, le désarmement et les interventions non armées. L'UE subordonne sa politique de sécurité à l'ONU qui est la seule organisation mondiale légitimée à agir en dehors de frontières nationales. Si l'UE devait mener une action militaire en dehors de ses frontières, elle ne peut le faire que si elle est mandatée par l'ONU et avec l'assentiment du Parlement européen et des Parlements des Etats membres de l'UE impliqués dans l'action. Les troupes de l'UE ne doivent en aucun cas être engagées pour „repousser“ les réfugiés ou en tant que service de l'ordre intérieur. Afin de favoriser la paix et le désarmement, l'UE renonce aux exportations d'armement à l'exception de celles qui servent directement l'ONU. L'UE s'engage pour une Europe sans armes nucléaires et pour une interdiction générale des armes atomiques
- La Cour de justice européenne est l'organe de surveillance en matière de politique extérieure, de politique de sécurité et de politique des droits humains de l'UE

4.5 Une Constitution pour l'Union européenne

Les référendums sur la Constitution européenne et le résultat des votations le démontrent clairement : l'UE est actuellement en crise. Pourquoi ? Les citoyens européens ne voient pas assez d'effets positifs sur leur vie personnelle d'une part et, d'autre part, ils sont toujours plus sceptiques quant à la centralisation du pouvoir à Bruxelles.

La Constitution européenne est un projet auquel les Verts européens sont attachés. La vision des Verts pour une Union européenne juste, écologique et démocratique devrait lui servir de base.

Quelques unes des revendications écologistes ont déjà trouvé place dans l'ancien projet mais les référendums ont démontré que ce n'est pas suffisant et qu'il faut encore aller plus loin dans cette voie. C'est seulement ainsi que l'on pourra faire face aux problèmes structurels actuels et « donner du corps » à l'UE pourront être améliorés. Réviser et améliorer l'ancien projet de Constitution pour formuler la nouvelle Constitution est donc une option à laquelle les Verts européens peuvent souscrire.

Les Verts ont déjà fait leur choix car l'avenir se trouve dans l'Europe. Le Parti Vert Européen est également convaincu que la Suisse peut et doit contribuer à l'avenir vert de l'Europe !

Adopté par l'Assemblée des Délégué-e-s des Verts suisses le 16 septembre 2006

Secrétariat des Verts suisses

Version originale en allemand par Miriam Behrens

Traduction en français : Yolande Peisl

La version allemande fait foi